

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le député sait que l'industrie automobile traverse également une crise aux États-Unis. Certes, cela n'est pas pour rassurer les Canadiens qui sont menacés de perdre leur emploi, mais cela montre l'ampleur des difficultés actuelles. J'ai pris bonne note des instances du député selon lesquelles il serait peut-être utile que les ministres ou moi-même rencontrions les représentants de l'industrie automobile. Nous serions prêts à l'envisager. Si cela pouvait être de quelque utilité, nous le ferions volontiers. Nous serions également prêts à voir s'il serait opportun que nous recevions des délégués syndicaux et patronaux concernés.

M. Rose: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que la politique du gouvernement qui consiste à hausser le taux d'intérêt est une des principales causes des très nombreuses mises à pied qui surviennent au Canada, surtout dans les industries que j'ai mentionnées et dans les petites entreprises, le premier ministre fera-t-il une déclaration à l'appel des motions pour révéler quelles mesures son gouvernement a l'intention de prendre pour établir une stratégie industrielle efficace pour le Canada de manière à accroître plutôt que réduire le nombre d'emplois offerts aux Canadiens?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le député doit savoir que beaucoup de gens, dont moi-même, n'acceptent pas la prémisse de sa question. Quant à l'établissement d'une stratégie industrielle efficace, le député saura que le gouvernement a décidé de mettre fin à plusieurs décennies de négligence dans ce domaine et qu'il a l'intention, comme le ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre d'État chargé du Développement économique l'annoncera lors d'une prochaine conférence de presse, de réunir les représentants de tous les secteurs de l'économie canadienne.

Une voix: Une autre étude; des études, à n'en plus finir!

M. Clark: Nous espérons pouvoir lancer le processus de planification nécessaire pour mettre sur pied une stratégie industrielle nationale qui servira les intérêts à long terme du pays au début de janvier, probablement. Nous ne prétendons pas que le gouvernement réussira ce tour de force tout seul et nous n'avons pas l'intention de nous contenter d'en parler, sans agir, comme l'ont fait les députés de l'autre côté.

Nous prenons une mesure concrète dont le plan a déjà été soumis au gouvernement provinciaux, au secteur privé et aux syndicats de travailleurs et nous espérons qu'elle permettra au pays de se doter d'une stratégie industrielle qui aura l'appui de tous les éléments de l'économie canadienne.

Questions orales

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE POURQUOI LE CANADA IMPORTE DE LA VOLAILLE DES ÉTATS-UNIS

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, étant donné que ma question touche au secteur de l'agriculture et que plusieurs ministres sont responsables de ce secteur, j'adresserai donc ma question au très honorable premier ministre.

Ce matin, sur la colline parlementaire, il y a plus de 100 producteurs de volaille qui sont venus à l'occasion de la visite du président des États-Unis qui a été remise. Ils sont tout de même ici ces gens-là pour protester contre le fait que le gouvernement canadien a signé une entente pour importer de la volaille en très grande quantité d'ici le 31 décembre, savoir 8,750,000 livres, et en 1980, 48 millions de livres, en 1981, 52 millions. Est-ce que le très honorable premier ministre pourrait dire à la Chambre si ces importations de volaille sont dues à une pénurie ou encore à l'incapacité des producteurs canadiens de produire suffisamment pour alimenter le marché canadien?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit récemment et comme le ministre de l'Agriculture l'a dit, nous avons eu du succès dans la réalisation d'une réduction des importations de poulet. Aujourd'hui le ministre d'État chargé du Commerce international a eu une réunion avec les producteurs dont a parlé l'honorable député, le ministre m'a dit que c'était une consultation vraiment valable du côté gouvernemental et je crois que c'est vraiment valable pour les producteurs. C'est dans un tel esprit de coopération que nous voulons continuer à aborder une question aussi importante pour l'avenir du Canada.

LA SOCIÉTÉ MAPLE LODGE ET LES IMPORTATIONS DE VOLAILLE—ON DEMANDE QUELS LIENS EXISTENT AVEC LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO ET CELUI DU CANADA

M. Fabien Roy (Beauce): Monsieur l'Orateur, étant donné qu'une société ontarienne du nom de Maple Lodge serait en grande partie responsable des difficultés et des craintes exprimées par les producteurs de volaille, et serait d'une certaine façon responsable de la chute énorme des prix que les producteurs connaissent à l'heure actuelle, le très honorable premier ministre est-il en mesure de dire premièrement s'il est exact que cette société aurait d'étroites relations avec le parti conservateur ontarien, et s'il est au courant de ce fait, deuxièmement, le très honorable premier ministre pourrait-il dire quelle est la nature exacte des relations qui peuvent exister entre cette société et le parti progressiste conservateur fédéral?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, Je n'ai aucune connaissance d'une relation entre le parti conservateur de l'Ontario, le parti progressiste conservateur du Canada, le Parti Crédit Social du Canada ou n'importe quel autre parti avec la société citée. Si l'honorable député a des renseignements précis qu'il veut me donner, je serais prêt à les étudier.